
L'Etat contre la nation

Brahim Younessi

Alors qu'il avait recueilli une nette majorité au premier tour des élections législatives de décembre 1991, le Front islamique du salut a été interdit à la suite du coup d'Etat qui a brutalement arrêté, en janvier 1992, le processus de démocratisation en Algérie.

Brahim Younessi, journaliste algérien qui se définit lui-même comme proche du FIS, nous livre ici sa lecture de la situation.

La situation que vit en ce moment l'Algérie trouve ses racines dans la colonisation qui a passé le plus clair de son temps à nier et à détruire la personnalité algérienne, en particulier son devenir arabo-islamique, en imposant ses critères philosophiques et idéologiques ainsi que ses catégories juridiques, repris sans nuance, sans critique épistémologique, par l'élite algérienne acquise à la pensée et à la culture occidentales.

La colonisation du point de vue de la culture et de la langue est toujours présente en Algérie qui a raté son action libératrice parce qu'à la présence physique de la colonisation s'est substituée une présence idéologique qu'incarnent ceux qui prétendent à l'universalité de la culture dominante et de ses concepts. A travers la tentative d'occidentalisation par l'élite algérienne de son environnement socio-culturel, c'est la "mission civilisatrice" de la colonisation qui se poursuit en Algérie, laquelle n'a, d'ailleurs, jamais été aussi francophone que depuis son accession à l'indépendance.

De ce point de vue, l'on peut considérer, en effet, que la libération du pays est restée incomplète et que, seul, le territoire a été libéré de la tutelle française qui a laissé derrière elle une élite occidentalisée et une langue profondément ancrée.

L'élite algérienne, celle, en tout cas, qui a été chargée de prendre en main le pays dès 1962, est restée marquée par l'emprise culturelle de la colonisation à laquelle elle trouve aujourd'hui plus de vertus que de vices. Dans son esprit, la colonisation, a posteriori, a été utile, voire salutaire parce qu'elle a introduit dans le pays la "philosophie des

lumières" et la "modernité", qui ont pris forme de modèles conceptuels, sinon de paradigme.

Modernité et tradition

C'est une confrontation entre cette modernité importée, imposée, exogène et la tradition, les valeurs traditionnelles auxquelles le peuple algérien musulman et arabe demeure foncièrement attaché, que nous vivons aujourd'hui. Si la modernité comme concept n'est pas totalement rejetée par les islamistes algériens, l'on considère que cette modernité doit être auto-produite, produite en soi pour soi, selon des critères endogènes et en respectant le développement historique du peuple algérien.

Contrairement à ceux qui cherchent — quand ils ne veulent pas le "laïciser" (tentation et tentative de Mustapha Kemal en Turquie) —, à moderniser l'Islam (thèse de Muhammad Abduh qui cherchait à adapter "les vieux" concepts de l'Islam à la pensée occidentale "moderne"), les islamistes tentent, dans leur démarche, d'islamiser la modernité et de sortir de l'imitation servile de l'Occident (comme le suggérait Djamal Eddin Al Afghani) parce que les musulmans n'ont pas besoin d'aller chercher chez les autres ce qu'ils ont déjà.

C'est, en effet, de l'intérieur de soi que l'on produit de l'authenticité parce que la modernité ne peut être construite ni avec l'histoire des autres et moins encore avec la mémoire d'autrui. Dans l'esprit de beaucoup, être moderne aujourd'hui, quand on est musulman ou que l'on se veut musulman, c'est abandonner son statut personnel, ce qui a été l'exigence pour l'élite algérienne d'accéder, au temps de la colonisation, à la nationalité française par la loi du 4 février 1919.

Pour les milieux islamistes, entre la modernité de type occidental et le retour aux sources de l'Islam, au vécu des premiers Califes bien guidés (Es salaf Es salih), le choix est définitivement fait.

La réappropriation de l'identité passe nécessairement par la "réémergence" dans le quotidien des peuples musulmans du Coran et de la Sunna (tradition prophétique) et la réhabilitation par les musulmans eux-mêmes de leur histoire et de leur passé ; un passé qui ne doit aucunement être une fin en soi, mais le passage incontournable pour la maîtrise du présent par la science et la technique.

La lutte acharnée engagée depuis plus de deux ans maintenant par le gouvernement et les "partis laïcistes" contre la mouvance islamiste, notamment le FIS qui représente pour les couches les plus défavorisées un grand espoir de sortir l'Algérie de la crise, dépasse les considéra-

tions d'une simple prise de pouvoir, mais un combat culturel et civilisationnel. Deux camps idéologiques, deux visions de la société et deux conceptions du monde, de l'État et de la Nation se font face et s'affrontent.

Pour ne pas incriminer seulement les autres des malheurs et des ratages de l'Algérie, la situation grave que le pays traverse en ce moment trouve également son origine dans la construction de l'État et dans le mode de développement, qui ont induit dans la société des comportements en déphasage et en décalage total avec la mémoire culturelle du peuple algérien.

Le tout FLN

En effet, le choix du parti unique comme mode d'organisation politique par ceux qui croyaient avoir suffisamment de légitimité à cause de leur participation à la lutte de libération nationale et le socialisme comme modèle de développement économique a constitué une erreur stratégique grave, voire mortelle pour la stabilité du pays, la cohésion sociale et nationale. La construction de l'État socialiste, forcément laïc dans sa conception du droit et de la législation, a gangrené la nation dont les éléments constitutifs fondamentaux sont l'islamité et l'arabité. Erreur stratégique d'autant que le parti du Front de Libération Nationale (FLN), prétendument révolutionnaire, avait complètement rompu, dès l'indépendance, avec la déclaration et les objectifs du 1er novembre 1954, notamment la décision de rétablir et restaurer un État démocratique et social dans les principes islamiques.

Le FLN, aujourd'hui massivement contesté, avait totalement et définitivement tourné le dos non seulement aux principes démocratiques dont il se revendiquait, mais aussi et surtout aux principes islamiques qu'il a vite fait d'occulter, même si de 1962 à la rupture d'octobre 1988 il s'en est abondamment servi pour couvrir sa sensibilité baathiste, sans jamais, cependant, cessé de s'inspirer, à contre-courant, des représentations, des normes, des valeurs et des mythes occidentaux.

Si aucune autre sphère n'a été épargnée, ceci est particulièrement frappant dans le domaine économique où la techno-bourgeoisie d'État a succombé aux chants des sirènes de la "modernisation par industrialisation accélérée". Le projet des "industries industrialisantes" qui devait, pour le moins, sortir l'Algérie du sous-développement, lui permettre d'assurer son indépendance économique et faire accéder le peuple algérien à la consommation n'a, en vérité, produit que

corruption dans les sphères de l'Etat, fuite des capitaux, marasme généralisé, dépendance économique, alimentaire, financière à l'égard du FMI et de la Banque mondiale, politique (exigence de l'étranger d'empêcher le FIS d'accéder au pouvoir), extraversion culturelle et misère pour le peuple laissé pour compte et abandonné à ses difficultés quotidiennes.

Alors que le déclenchement de la lutte de libération nationale devait donner aux Algériens l'accès à toutes les ressources aussi bien politiques, économiques que culturelles, le FLN de 1962 s'est accaparé tout en même temps : le politique à travers le parti unique, l'économie à travers l'étatisation/monopolisation et la culture à travers la modernisation/occidentalisation.

Sur le plan politique, le peuple algérien devait en principe exercer pleinement sa "souveraineté", sinon sa volonté, et bénéficier de toutes les libertés publiques qui lui ont été confisquées par un système qui s'est, depuis le début, bureaucratisé au nom d'une pseudo-édification nationale et d'un pseudo-développement économique.

Le peuple algérien n'a, en vérité, supporté la confiscation de sa "souveraineté" et de ses libertés que parce que le pouvoir politique lui a fait miroiter, pendant des décennies, un avenir meilleur. La quête consumériste des Algériens a fini par prendre le pas sur ses autres quêtes, notamment sa quête de souveraineté interne et externe.

Pour les Algériens, la construction de l'économie signifiait récupération des ressources naturelles du pays pour un possible développement et, en même temps, à travers cette dernière, justice sociale qui implique le droit au travail, au logement, à l'enseignement et à la santé. Aujourd'hui, le chômage est endémique et la crise du logement sans précédent, et peut être insoluble du fait des maigres ressources financières de l'Etat, grevées par une dette et un service de la dette dûs d'abord à la corruption du pouvoir politique lui-même, et, ensuite, à la mauvaise gestion des technocrates algériens, pourtant tous formés dans les grandes écoles occidentales, en France et aux Etats-Unis.

La transformation sociale par le développement économique devait, dans l'esprit des concepteurs du projet d'industrialisation de l'Algérie, forcément entraîner, étant donné l'interaction entre les différentes sphères, un changement socio-culturel, alors que sur ce plan, la quête des Algériens, du plus grand nombre d'entre eux en tout cas, était et continue d'être la réappropriation de son identité islamo-arabe et berbère (amazigh).

Si le pouvoir a réussi pendant des années à étouffer la revendication socio-politique et socio-économique des masses populaires, la revendication socio-culturelle a ouvert aux Algériens un champ plus large de contestation et d'affrontement avec le pouvoir. Dès 1980, les

habitants de la Kabylie avaient revendiqué, lors de manifestations que l'on a appelé "le printemps berbère" (tafsut), la prise en charge par le pays de la langue et de la culture berbères. Les masses algériennes sont de nouveau descendues dans les rues en 1982 pour exprimer cette fois l'affirmation identitaire islamo-arabe du peuple algérien.

C'est la tentative du pouvoir de bloquer et d'empêcher les Algériens d'accéder aux sphères politique, économique et culturelle, qui a entraîné le peuple à la résistance et à la contre-violence, répondant ainsi à la violence symbolique et réelle de l'Etat.

Le primat de la Nation sur l'Etat est incontestable

La rupture d'octobre 1988 que les islamistes considèrent comme plus qu'une simple insurrection, et qui détermine désormais l'histoire contemporaine de l'Algérie, n'a pas, pour les islamistes, d'autres signifiants que celui de la récupération par le peuple de sa souveraineté interne et la réhabilitation de son islamité. Même si le peuple avait donné dans un premier temps l'impression d'une revendication de type économique que le pouvoir ne pouvait de toutes façons pas satisfaire s'il ne recourait pas à la charité publique internationale, c'est en réalité au déblocage de la sphère politique et culturelle auquel la jeunesse algérienne, qui a investi les rues des grandes villes du pays, appelait.

Contrairement à ce qui s'est passé en août 1991 en Union soviétique où l'armée rouge n'a pas tiré une seule balle contre son peuple, l'Armée Nationale Populaire algérienne dont on pensait qu'elle était proche des masses du fait de l'histoire et de sa composante n'a pas hésité, quant à elle, à tirer et à faire des centaines de morts parmi les jeunes dont beaucoup reste encore aujourd'hui traumatisés, à la suite de tortures subies. D'ailleurs, depuis ces journées d'octobre 1988 et malgré la profusion de partis politiques, deux acteurs et seulement deux continuent à intervenir réellement sur la scène politique algérienne : le peuple à travers le Front Islamique du Salut et l'Armée. Ces deux composantes auront marqué ces trois dernières années et marqueront certainement encore les prochains mois. La confrontation n'a, en vérité, lieu qu'entre le peuple et l'armée qui cherche, comme en février 1989, à lui imposer son diktat. En effet, alors que le peuple demandait de profondes réformes institutionnelles, on ne lui avait octroyé qu'une réformette constitutionnelle, celle qui, par l'article 40, autorisait l'existence et la formation d'associations à caractère politique. La nouvelle constitution s'appliquait à tous sauf à l'armée qui, même si elle avait opéré un repli tactique un peu après octobre 1988, était encore

la réelle détentrice du pouvoir, et au président de la République élu sur la base de la constitution de 1976 et de l'ancien système politique, celui du parti unique.

La constitution du 23 février 1989 étant l'oeuvre de l'Etat et non de la nation qui détient, en principe, le pouvoir constituant, les islamistes algériens pensent que l'Etat ne peut légiférer pour une nation dont il ignore l'identité. Pour eux, le primat de la nation sur l'Etat est incontestable, et l'Etat ne peut être le démiurge de la constitution parce que celle-ci est un ensemble de principes censés protéger d'abord les intérêts de la nation.

Bien que remise en question, à juste titre, pour vice de forme, les islamistes ont, cependant, accepté de "jouer le jeu" institutionnel et de se présenter, en juin 1990 — malgré un code communal et wilayal qui ne donne aucun pouvoir aux élus — aux élections communales et wilayales (municipales et départementales) qu'ils ont nettement remportées. Près de 60% des communes et des départements sont tombés entre les mains des candidats du Front Islamique du Salut.

Depuis ce succès qui lui a donné une incontestable légitimité populaire, le FIS n'a pas cessé de réclamer des élections présidentielles et législatives anticipées. Après maintes tergiversations, le pouvoir a fini par en accepter le principe et fixer la date des seules élections législatives pour le 27 juin 1991. Tous les observateurs politiques aussi bien étrangers que nationaux pronostiquaient une défaite du Front Islamique du Salut si les élections avaient eu lieu avec un découpage électoral qui défavorisait les islamistes. Ceux-ci, à l'instar de huit autres partis, ont menacé de recourir à la "grève générale illimitée" si la loi sur le découpage électoral n'était pas rapportée et si l'on n'organisait pas, avant les élections législatives, une élection présidentielle anticipée. Après plusieurs jours de grève et de manifestations, le pouvoir lançait de nouveau l'armée contre les manifestants surpris dans leur sommeil en pleine nuit place du 1er Mai (ex-champ de manoeuvre). La grève générale jusque là pacifique se transforme en insurrection ; l'état de siège est une fois encore décrété, le gouvernement Hamrouche renversé, les chefs islamistes arrêtés et emprisonnés (notamment Abassi Madani et Ali Benhadj) pour l'unique raison d'avoir pleinement exercé leurs droits politiques et joué réellement leur rôle d'opposants ; certainement aussi avec l'arrière pensée de décapiter le FIS pour intimider sa base, et reporter les élections législatives à une date ultérieure. Déjà à ce moment là, le pouvoir cherchait à détruire le Front Islamique du Salut et à aligner derrière lui tous les autres partis.

C'est la mission qui a été, en réalité, dévolue par l'armée au nouveau gouvernement que dirige M. Sid Ahmed Ghazali nommé, dès le mois de juin en remplacement de M. Mouloud Hamrouche au poste de Premier ministre, en principe pour six mois seulement, le temps

d'organiser de nouvelles élections législatives qu'il voulait "propres et honnêtes".

Après avoir réduit de près d'une centaine le nombre des sièges à l'Assemblée nationale populaire et donc revu, mais de façon partielle, le découpage électoral, le premier tour des élections législatives était organisé le 26 décembre 1991. Il a été, chacun s'en souvient, largement remporté par le FIS qui totalisait près de 200 sièges, à 16 sièges seulement de la majorité absolue. Une nouvelle fois, la "société civile", les élites occidentalisées et les partis dits "démocrates" qui ont été balayés de l'échiquier politique algérien (hormis le Front des forces socialistes qui s'en est assez honorablement sorti avec 25 élus très localisés) sont paniqués par les résultats dont ils demandent, en bons démocrates, l'invalidation voire purement et simplement l'annulation sous prétexte que le Front Islamique du Salut serait un ennemi de la liberté et de la démocratie, alors que l'essence de cette dernière, dans la conception occidentale, est la volonté du peuple. Si le Front Islamique du Salut ne parle pas de "démocratie" et la récuse sémantiquement, c'est parce qu'il lui préfère de loin la conception islamique d'organisation du pouvoir, à savoir la Choura qui ne signifie pas ou plus la consultation d'un groupe restreint de savants ou de jurisconsultes (fouqaha), mais la libre expression du peuple tout entier à travers les élections et le référendum.

Le Front Islamique du Salut auquel on prête l'intention d'étouffer les libertés et la "démocratie" ne remet en cause, dans son programme, ni le pluralisme devenu pour lui une réalité intangible, ni les libertés publiques qu'il promet d'élargir dans le cadre de la loi islamique (Chari'a) "tout en tenant compte, affirme le FIS dans son programme, des données nouvelles créées par le multipartisme afin que toutes les parties puissent participer à la réforme des institutions (...) et leur conférer la légitimité voulue par le peuple musulman d'Algérie et conforme à ses convictions".

En Algérie, les "démocrates" ne veulent de la démocratie que quant elle leur est profitable, sinon ils se rangent derrière les chars symboles, pour eux, de liberté. Ils n'ont pas cessé d'appeler à des élections et d'exhorter le Front Islamique du Salut d'y participer, mais refusent d'en accepter le résultat et rejettent le verdict populaire.

Pour priver le FIS de sa victoire, l'armée a décidé de déposer, le 11 janvier 1992, le président de la République qui vient, du reste, de ses rangs, et d'annuler aussi bien le premier tour qui a vu l'élection de 232 députés que du deuxième prévu pour le 16 janvier. L'état d'exception est proclamé, l'armée réapparaît partout dans les grandes villes, en particulier dans les bastions islamistes, la prière sur la voie publique est subitement interdite et l'accès à certaines mosquées, notamment celles de Kouba et de Bab El Oued, à Alger, est soigneusement filtré ; les

manifestations organisées par les islamistes pour protester contre le "coup d'Etat" qui est, en réalité, dirigé contre le peuple sont sévèrement réprimées (on déplore plus de 200 morts et plusieurs centaines de blessés par balles), les arrestations, les emprisonnements et les déportations arbitraires deviennent massives (près de 40.000 selon les chiffres crédibles du FIS, moins de 9000 selon le pouvoir).

Pour tenter de donner à leur entreprise un semblant de légalité, les putschistes ont cherché, dans un premier temps, à faire croire à la démission volontaire de Chadli Bendjedid et demandé au président du Conseil constitutionnel d'assurer l'intérim du chef de l'Etat. Le refus de ce dernier qui a fait échouer le scénario monté par l'armée. Privée de légalité et de légitimité populaire, l'armée fait appel à un homme coupé des réalités du pays parce que exilé depuis 28 ans au Maroc, mais censé, selon la vision des officiers supérieurs de l'armée, représenter la "légitimité historique". Avant d'accéder à cette offre qui lui donne l'occasion de prendre une revanche, Mohamed Boudiaf avait pourtant l'air, dans une interview reproduite par un journal français du soir, d'avoir parfaitement accepté le verdict du peuple et avait même suggéré la prise du pouvoir par le FIS sorti majoritaire des élections.

Le Haut Comité d'Etat qu'il préside et dont l'homme fort est, en vérité, le ministre de la défense, Khaled Nezzar, est empreint, aux yeux du peuple, d'illégalité et d'illégitimité. Malgré l'interdiction du FIS, devenue exécutoire depuis le 22 mars dernier, la contestation du pouvoir se poursuit dans la rue, dans l'université et les lycées pour faire admettre l'idée que la volonté populaire doit être respectée. Si ni le peuple ni le FIS ne se font plus d'illusion sur la reprise du processus électoral et "démocratique", ils exigent désormais l'élection d'une Assemblée Constituante pour mieux organiser les relations entre l'Etat, aujourd'hui despotique, et la nation afin que celle puisse exercer son pouvoir sur l'appareil étatique par le moyen d'une nouvelle constitution.

Brahim Younessi est journaliste algérien proche du FIS.